

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIRECTION DES SERVICES COMMUNAUX
DIVISION DES SERVICES DE PROXIMITE
SERVICE DES AFFAIRES CULTURELS ET SOCIALES

Marché N°-----

Passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix

dons et secours en faveur des indigents à l'occasion du ramadan

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIRECTION DES SERVICES COMMUNAUX
DIVISION DES SERVICES DE PROXIMITE
SERVICE DES AFFAIRES CULTURELS ET SOCIALES

MARCHE n° **DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS A L'OCCASION DU RAMADAN**

Le présent marché est Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Président de conseil de la commune d'Ait Melloul , Agissant au nom et pour le compte de la commune d'Ait Melloul en qualité d'ordonnateur du budget communal .désigné ci-après par maître d'ouvrage .

D'UNE PART

ET

- Mr (Mme) : _____ en qualité au sein de son entreprise : _____
- Numéro de TELEPHONE -----.numéro du FAX -----
- ADRESSE ELECTRONIQUE _____
- Agissant au nom et pour le compte de : _____
- Faisant élection de domicile à : _____
- Adresse du siège social : _____
- Inscrit au registre de commerce de: _____ sous n° _____
- Affilié à la C.N.S.S sous n° : _____
- Titulaire du compte (RIB) 24chiffres: n° _____
- Ouvert à _____ au nom de _____
- Patente n° : _____

- désigné ci-après par fournisseur

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS A L'OCCASION DU RAMADAN

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE :

Le présent marché à pour objet : Dons Et Secours En Faveur Des Indigents A L'occasion Du Ramadan à LA COMMUNE D'AIT MELLOUL - PREFECTURE INZEGANE / AIT MELLOUL .

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION DU MARCHE -

Le présent marché est Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les pièces constitutives du présent marché comprennent :

- L'acte d'engagement.
- Le présent cahier des prescriptions spéciales.
- Le bordereau des prix détail estimatif
- Le CCAGT

En cas de contradiction ou de différence entre les constitutive du marché ces pièces prévalent dans l'ordre où sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4 : TEXTES GENERAUX

1. le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation et exécution de la loi organique n°113-14 relative aux communes.
2. les textes prise pour application de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et leur groupement,
3. la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU
4. Dahir n°1-56-211 du 8 jourmada I (11 décembre 1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
5. Dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n °17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle.
6. **le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.**
7. décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431(03 janvier 2010) portant règlement de comptabilité publique des collectivités locales et leur groupement.
8. **Le décret N° 2 – 14 – 394 du 06 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T)**
- 1) décret n°2-14-272 DU14 REJEB 1435 (14 MAI 2014) relatifs aux avances en matière de marchés publics.
9. décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques.
10. Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions ,des préfectures ,des provinces et des communes .
11. Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
12. La circulaire n° 140/IGSA du 23 Hijja (Décembre 1998) relative à la révision de la réglementation des marchés publics.
13. Les circulaires n°4/59/SGC/CAB du 12/2/59 et l'instruction n° 23/59/SGC/CAB du 6 /10/59, relatives aux travaux de l'Etat des établissements publics et des collectivités.

14. La note circulaire n° 18 DCP du 1/2/82 de Monsieur le trésorier générale relative à l'acquisition des timbres sur les contrats et les marchés publics .modifié par le dahir n° 1/77/629 du 09 octobre 1977 et complété par le décret n°2/79/512 du 26 jourmada II 1400 (12mai 1980).
15. Les textes officielles réglementant la main d'œuvre et les salaires.
16. La circulaire n°75/1/GSA du 22 /01/81 relatif à la réglementation et la législation du travail.
17. Le décret n°2/13/685 du 08/12/73 relatif à la revalorisation des salaires minimaux.
18. Le dahir 1/85/347 du Rabia II 1406 (20/12/85) portant promulgation de la loi n°30/85 relatif à la TVA applicable à compter du 01/04/86 abrogeant à la même date les dispositions du dahir n°1/61/444 du22 Rajab 1381 (30/12/61) relatif à la taxe sur les transactions.
19. La circulaire n°6007 TP du 23/01/61 sur la participation des entreprises nationales aux marchés.
20. La circulaire 1-61SGG du 30/01/61 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication

Le prestataire devra se procurer les documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exhiber de leur ignorance pour se dérober aux obligations qu'y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE

Conformément aux dispositions du **décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 144 et 152 et le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation et exécution de la loi organique n°113-14 relative aux communes notamment son article 99** , Le présent marché ne sera valable, définitif d'après son approbation par l'autorité compétente.

ARTICLE 6 NOTIFICATION D'APPROBATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai maximum de **soixante quinze jours (75 jours)** à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

ARTICLE 7 DELAI D'EXECUTION à préciser

Le délai d'exécution est fixé à 10 dix jours, la livraison commencera à courir le lendemain de la notification de l'ordre de service invitant le fournisseur à exécuter la livraison des fournitures.

ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT - RETENUE ET DELAI DE GARANTIE

- ❖ Le cautionnement provisoire est fixé à **(10.000,00dhs) dix milles dirhams**. Ce cautionnement provisoire sera restitué au titulaire du présent marché après que ce dernier ait constitué le cautionnement définitif dans les délais réglementaires et conditions ci-après au présent article et tout en respectant **l'article 18 du CCAG-T et les législations en vigueur**.
- ❖ En application des dispositions de **l'article 15 du CCAG-T** Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%) du montant initial du marché, arrondi au dirham supérieur**. Il doit être constitué dans les **vingt (20) jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation** du présent marché.
Le cautionnement définitif sera restitué au titulaire du présent marché après la réception définitive des prestations et tout en respectant d'autres législations en vigueur.

- ❖ *Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**. La restitution sera faite à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage*
- ❖ *Les droits du maître d'ouvrage sur les cautionnements au titre du présent marché sont régies par CCAG-T ET en application la législation en vigueur*
- ❖ *Il ne sera pas ni retenue de garantie ni délai de garantie.*

ARTICLE 9 / PENALITES DE RETARD :

A défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais fixé par l'article 7 du présent cahier des prescriptions spéciales , il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1/1000 (1pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix 10% du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la commune d'Ait Melloul est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAGT.

ARTICLE 10 / MODIFICATION DU FOURNITURE :

Les prescriptions et spécifications contenues dans les dossiers d'une part, les documents techniques et principes d'autre part, ont pour but de donner au fournisseur des indications générales sur les prestations à réaliser. Le fournisseur est tenu de les vérifier et signaler au maître d'ouvrage les erreurs et anomalies qu'il aura pu constater éventuellement.

ARTICLE 11 DOMICILE DE FOURNISSEUR.

Le domicile élu du fournisseur est celui précisé dans l'acte d'engagement. En cas de changement de son domicile pendant la période d'exécution de ses obligations, le fournisseur doit aviser immédiatement la commune et en faire confirmation par lettre recommandée et à défaut de satisfaire à ses obligations toutes les notifications seront valablement faites à l'adresse du siège social de son entreprise indiquée dans le présent Cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 12 MODE DE LIVRAISON ET RECEPTIONS. à préciser

- **La livraison des fournitures doit être effectuée au lieu désigné ci-après** en présence des services relevant de la commune.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bulletin ou bon de livraison établi en Ce bulletin ou ce bon doit indiquer :

1. *La date de livraison ;*
2. *La référence au marché ;*
3. *L'identification du fournisseur ;*

L'identification des fournitures livrées (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées)

- **Ainsi la réception provisoire et la réception définitive des prestations** seront prononcées conjointement et dès la livraison complète de la fourniture dans les délais impartis et après les vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif et **avec les échantillons** déposés par le titulaire du marché.
- **la fourniture QUI NE porte PAS la date de production et la date d'expiration de consommation. sera strictement refuser**
- Si les prestations sont jugées inacceptable par l'administration, le fournisseur s'engage à les remplacer dans un délai de 02 (deux jours) sans que délai initial soit dépassés, si l'une des fournitures se relève non conforme aux spécifications exigées par le présent CPS, le fournisseur devra alors soit la remplacer à ses frais et sous sa responsabilité, soit y apporter les modifications nécessaires conformément aux exigences du présent marché.
- **Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être réparties en 2300 portions égaux et mise dans des sacs convenables au lieu suivante :**
 - **MAISON DE QUARTIER LAMZAR**
 - **COMPLEXE EDUCATIF KASBAT TAHAR**
 - **MAISON DE QUARTIER LAARAB-AZROU**
 - **MAISON DE QUARTIER YASSMINA 2**
 - **MAISON DE QUARTIER MBAREK O OMAR**
 - **COMPLEXE SOCIO-EDUCATIF QUARTIER ARGANA**

la commune fournira au titulaire du marché avec l'ordre de service de commencement , la liste précisant les quantités exactes à livrées dans chaque local suscité

ARTICLE 13 / MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Le règlement des fournitures s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif aux quantités réellement fournies et régulièrement constatées par virement au compte indiqué dans l'acte d'engagement du fournisseur titulaire du marché .

ARTICLE 14 / RESILIATION DU MARCHE

En cas de décès du fournisseur ou incapacité civil ou physique du fournisseur ou en cas de liquidation ou redressement judiciaire et Si le fournisseur ferait preuve d'une activité insuffisante ou cas d'inexécution d'une clause du présent C.P.S ; La commune le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai qui ne doit pas être inférieur à 10 dix jours, passé ce délai le marché sera résilié de plein droit sans indemnité. Toutes clauses du CCAGT et les dispositions du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics seront applicables au présent marché en cas de résiliation du présent marché.

ARTICLE 15 / : SOUS-TRAITANCE.

Les conditions de la sous-traitance sont régies par l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics .

ARTICLE 16 / MESURES COERCITIVES

Lorsque le fournisseur ne se conforme pas aux dispositions du marché, la commune le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf cas d'urgence n'est pas du moins de dix 10 jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le fournisseur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, la commune peut prendre toutes les mesures qu'elle juge utiles pour que la poursuite de tout ou partie du marché soit assuré aux frais de fournisseur.

Toutefois, si celui-ci justifie des moyens nécessaires pour reprendre le marché et le mener à bonne fin, la commune peut le lui confier de nouveau et faire cesser les mesures prises par elle à titre provisoire.

A l'exception de cette dernière hypothèse, la commune dispose alors de la faculté soit de décider le maintien des mesures à titre définitif, soit de conclure un nouveau marché avec toute autre société de son choix aux risques et périls de fournisseur, soit de prononcer la résiliation pure et simple du marché sans que celui-ci puisse prétendre au versement d'une indemnité.

Jusqu'à la résiliation éventuelle du marché, les excédents des dépenses résultant des mesures prises pour assurer la poursuite du marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au fournisseur sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

En outre, le fournisseur peut être exclu pour un temps déterminé ou définitivement de tous les marchés passés par la commune. Cette exclusion pourra être prononcée si les infractions réitérées aux conditions de travail sont relevées à la charge de fournisseur.

Si le fournisseur refuse de signer l'ordre de service pour la livraison des fournitures sa caution provisoire ou de satisfaire à ses obligations dans les délais prévus sera confisquée sans préjudice .

ARTICLE 17 / COUVERTURE DES RISQUES RELATIFS A L'EXECUTION DU MARCHE

Avant tout commencement d'exécution des prestations, Le fournisseur doit adressé au maître d'ouvrage les attestations d'assurance auprès d'une société d'assurances agréée au Maroc qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché à savoir celles se rapportant à l'accident du travail, la responsabilité civile et matériel roulant du fournisseur .

ARTICLE 18 / CONTESTATIONS ET LITIGES

Tous les litiges se rapportant à l'exécution du présent marché seront du ressort des tribunaux compétents .

ARTICLE 19 / NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) , est **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- En application de l'article 13 du CCAGT et de l'article 4 de la loi 112-13 , La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé un exemplaire unique de son marché.
- Les droits de timbre de l'exemplaire unique sont à la charge de fournisseur .

ARTICLE 20 / DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur acquitte Les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du présent marché tels que ces droits résultent des lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 21 / REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment sont article 12, les prix du présent marché **sont passés à prix fermes et non révisables.**

Si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 22 / CARACTERE GENERALE ET FORFAITAIRE DES PRIX

Tous les prix doivent considérés comme fermes et tenant compte de tous frais et faux frais ainsi que toutes sujétions, impôt et taxes .ces prix ces prix doivent être considérés comme forfaitaires et tenant compte de l'ensemble des prestations auxquelles ils s'appliquent.

ARTICLE 23 / DISPOSITIONS GENERALES

Le fournisseur est sensé avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix de toutes les sujétions résultant directement des prestations objet du CPS. Les prix comprennent les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 24 / RESPECT DES LOIS EN VIGUEUR

Le fournisseur doit se conformer aux lois en vigueur au Maroc et notamment à la législation du travail .

ARTICLE 25- .CONNAISSANCE DU DOSSIER

le fournisseur , en présentant son offre, déclare avoir :

- pleine connaissance de l'ensemble des fournitures à fournir
- fait préciser tous les points susceptibles de contestation
- bien déterminer chaque prix du bordereau
- apprécié toutes difficultés résultant de l'exécution des prestations. Au cas ou le fournisseur relève des contradictions, des incompatibilités et des divergences entre les clauses énumérées ci- dessus, il devra les signaler à la commune lors de la soumission.

ARTICLE 26– OBLIGATION DU FOURNISSEUR

Le fournisseur doit provoquer lui même toutes les instructions qui pourraient lui manquer. Il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignement pour justifier une exécution contraire à la volonté de la commune.

Le fournisseur ne pourra faire aucune réclamation ni prétendre à une indemnité ou plus value pour gênes et sujétions résultant du transport jusqu'à la commune urbaine d'Ait Melloul.

ARTICLE 27 QUALITE DE FOURNITURE

Toute fourniture objet du présent marché doit être neuve et au premier choix et répondre à la demande stipulée dans le bordereau des prix détail estimatif .

ARTICLE 28 – ECHANTIONNAGE .

Les conditions de présentation **des échantillons** , exigés par le présent marché sont indiqués dans le règlement de consultation du présent marché

ARTICLE 28 : INERET MORATOIRES

le règlement des sommes dues à l'entrepreneur en cas de retard de paiements , en fera application du décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques

ARTICLE 29 AVANCE :

vu le délai d'exécution aucune avance ne sera accordée au titulaire du marché conformément au le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics

ARTICLE 30- MARQUE PROPOSEE

Conformément aux dispositions du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment son article 5 , Si Le fournisseur propose une marque de fourniture répondant aux spécifications techniques , **cette marque doit être mentionnée dans le présent CPS.**

N° Prix	Désignation des prestations	marque proposée par le concurrent
1	Sac de (10) dix kilogramme de farine de lux 1 ^{er} choix	
2	Pain de sucre de (2) deux kilogramme 1 ^{er} choix	
3	Bouteille de (1) un litre d'Huile de table 1 ^{er} choix	
4	Paquet de riz rond ordinaire de (1) un Kilogramme 1 ^{er} choix	
5	Paquet de 500 gramme des pâtes (vermicelle) moyen de blé dur 1 ^{er} choix .	
6	Paquet de 200 grammes de thé vert gunpowder de trois étoile 1 ^{er} choix	
7	Paquet de lentilles de (1) un Kilogramme 1 ^{er} choix	
8	Boîte de 850 gramme de tomates conservées 1 ^{er} choix	
9	Paquet de frommage blanc 16 portions triangle 1 ^{er} choix	

Signature et Cachet du concurrent

MARCHE N°.....DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS A L'OCCASION DU RAMADAN
BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF –

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire Hors TVA (dhs)	Prix Total (dhs)HT
1	Sac de (10) dix kilogramme de farine de lux 1 ^{er} choix	Unité	2300		
2	Pain de sucre de (2) deux kilogramme 1 ^{er} choix	unité	2300		
3	Bouteille de (1) un litre d'Huile de table 1 ^{er} choix	Unité	2300		
4	Paquet de riz rond ordinaire de (1) un Kilogramme 1 ^{er} choix	unité	2300		
5	Paquet de 500 gramme des pâtes (vermicelle) moyen de blé dur 1 ^{er} choix .	unité	2300		
6	Paquet de 200 grammes de thé vert Gunpowder de trois étoile 1 ^{er} choix	unité	2300		
7	Paquet de lentilles de (1) un Kilogramme 1 ^{er} choix	unité	2300		
8	Boite de 850 gramme de tomates conservées 1 ^{er} choix	unité	2300		
9	Paquet de frommage blanc de 16 seize portions triangle 1 ^{er} choix	unité	2300		
			TOTAL HORS TVA		
			Taux TVA (0%) : prix n°1		
			Taux TVA (7%) prix N°2		
			Taux TVA (10%) prix N°3 -4-5		
			Taux TVA (20%) prix N°6-7-8-9		
			Total T.T.C :		

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF TVA comprise A LA somme de.....

.....

Fait à le.....

Signature et Cachet du concurrent

MARCHE N° / 2017 RELATIF A DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS A L'OCCASION DU RAMADAN

Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté Le montant du marché (en chiffres)= dhs

(en lettres) à la somme de

<u>Etabli et vu et vérifie par les services communaux compétents</u>	<u>vu et vérifie par le chef de la division dont relève le service</u>
Ait Melloul Le.....	Ait Melloul Le.....
<u>Lu et Accepté Sans Réserves ni restrctions Par le prestataire du service</u>	<u>Présenté Par le maitre d'ouvrage</u>
Fait à Le	Ait Melloul le

vu et Approuvé Par l'autorité compétente

Fait à Le

MARCHE N° / 2017 RELATIF A DONS ET SECOURS EN FAVEUR DES INDIGENTS A L'OCCASION DU RAMADAN

Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté Le montant du marché (en chiffres)= _____ dhs

(en lettres) à la somme de.....

Etabli et vu et vérifié par les services communaux compétents

vu et vérifié par le chef de la division dont relève le service

Ait Melloul Le.....

Ait Melloul Le.....

Lu et Accepté Sans Réserves
ni restrictions Par le prestataire du service

Présenté Par le maitre d'ouvrage

Fait à Le

Ait Melloul le

vu et Approuvé Par l'autorité compétente

Fait à Le